Loulo-Gounkoto : Le bras de fer entre le Mali et Barrick, un tournant stratégique pour l'or africain

MALI

1835

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 27 AOUT 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Quand les bourreaux se font juges

Riposte aux ministres de la Justice de l'AES



Le terrorisme économique frappe au cœur du Mali : L'usine sucrière de Dougabougou ciblée



Ciment au Mali : Le gouvernement fixe le prix plafond


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Transition malienne : Une révolution confisquée



Moctar Sow

Il y a cinq ans, le peuple malien acclamait la chute d'un régime à bout de souffle. Le 18 août 2020, le CNSP, porté par la promesse d'une refondation nationale, mettait fin au règne d'Ibrahim Boubacar Keïta en ramassant un pouvoir déjà mis à terre par le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Dans les rues de Bamako, l'espoir brillait dans les yeux d'une jeunesse qui avait consenti le sacrifice ultime, convaincue que le changement était enfin possible.

Cinq ans plus tard, c'est un silence pesant qui enveloppe le pays. Le Mali n'a pas changé de cap : il a seulement changé de pilotes, et les instruments du pouvoir servent désormais à une navigation sans destination. Le pilotage à vue devient la norme et la survie un programme d'actions. Tout se décide à l'aune d'un seul impératif : survivre jusqu'au lendemain. Ainsi, la transition elle-même, que beaucoup pensaient courte, inclusive et réparatrice, s'est métamorphosée en système. Et ce système, aujourd'hui, n'a plus rien de transitoire.

Les échéances électorales ont été repoussées, puis effacées. Le Conseil National de Transition, censé faire vivre un débat démocratique, est devenu une chambre d'écho du pouvoir. Le Président de la Transition gouverne seul, sans contre-pouvoirs, ni perspectives. Et même sans alliés ni conseillers avisés tant tout se décide en dehors des institutions et des procédures : il faut appartenir au « komo » et connaitre les arcanes du bois sacré pour être consulté. Et cela n'a rien à voir avec les fonctions officielles. Choguel l'avait dit : ceux qui doivent décider apprennent les décisions au JT de 20 heures de l'ORTM.



En conséquence, ce qui devait être une pause institutionnelle pour panser les plaies du pays s'est figé en régime de fait, verrouillé, vertical, hostile à la contradiction.

L'argument de la souveraineté a servi de justification à tout : rupture avec la France, départ de la MINUSMA, rejet des critiques internationales, recentrage sur des partenariats militaires opaques. Mais cette souveraineté proclamée s'accompagne de fragilités concrètes : insécurité persistante au-delà maintenant du centre et le nord, qui se propageant à la vitesse grand V vers les autres régions du pays, drames humanitaires oubliés, services sociaux à bout de souffle.

L'armée malienne, renforcée et glorifiée, ne suffit pas à rassurer une population qui vit au rythme des attaques, des déplacements forcés et de l'incertitude.

Ce qui inquiète le plus aujourd'hui, c'est l'érosion assumée de la liberté d'expression. Les voix discordantes sont traquées, emprisonnées, parfois réduites au silence. Les cas se multiplient : journalistes détenus, militants harcelés, figures de la société civile menacées. Des noms connus à l'image de Ras Bath, de Moussa Mara, de Issa Kaou N'Djim, du Professeur Clément Dembéléou de Adama Ben le Cerveau et d'autres moins visibles, subissent



les conséquences d'un pouvoir qui ne tolère plus l'opposition.

Et quand la prison ne suffit pas, c'est l'exil qui s'impose. Des dizaines de leaders politiques, d'intellectuels ou de militants ont quitté le pays, souvent contraints, pour échapper à des représailles sans procédure ni justice.

Ce n'est pas seulement la démocratie qu'on sacrifie. C'est aussi la mémoire d'un espoir populaire, sincère, que la transition devait incarner. Le peuple malien n'a jamais demandé l'impossible. Il a demandé la vérité, la sécurité, la justice. Il attendait des actes forts pour remettre le pays sur pied. Il récolte aujourd'hui des slogans, des portraits officiels, et une transition sans fin.







Sommaire «







Une /

Quand les bourreaux se font juges : Riposte aux ministres de la Justice de l'AES — P.4

Brèves /

Restriction de l'octroi de visa : Le Niger applique la réciprocité à certains pays — P.11
Transition : Le «Mali-Koura» en marche sans le M5-RFP — P.11
Ciment au Mali : Le gouvernement fixe le prix plafond — P.12
Entrepreneuriat et formation professionnelle : Des femmes de Kati formées en transformation du fonio — P.12

Actualité /

INPS : Lancement officiel de la campagne av-socio-sanitaire — P.14
Le terrorisme économique frappe au cœur du Mali : L'usine sucrière de Dougabougou ciblée — P.11
Loulo-Gounkoto : Le bras de fer entre le Mali et Barrick, un tournant stratégique pour l'or africain — P.18

Politique /

L'insoluble équation de la durée des transitions politiques : TR + LD = TY + AN — P.21
Tribune : Comment mettre fin aux fuites des finances publiques au Mali et dans l'AES avec des systèmes inviolables: — P.23

Culture & société /

Salif Sanogo : Santé mentale, là où le bât blesse — P.27

International /

L'histoire de George Hogg : Pour un hommage à l'amitié sino-britannique pendant la guerre de résistance — P.29
25e Sommet de l'OCS : Pour une gouvernance mondiale plus juste et plus équitable — P.31

Sport /

Le sport au service de la santé en Afrique : A Lusaka, le Ministre de la Santé a participé avec son homologue zambien à une marche sur 10 km — P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko





Quand les bourreaux se font juges Riposte aux ministres de la Justice de l'AES

Il est pour le moins grotesque – pour ne pas dire obscène – de voir des responsables en charge de la Justice et des droits de l'homme, ressortissants de pays où le droit est piétiné, la justice instrumentalisée et les libertés annihilées, prétendre donner des leçons de démocratie et de droits fondamentaux.

Le communiqué lu à la télévision malienne au nom des garde des Sceaux, ministres de la Justice des pays de l'Alliance des États du Sahel, est une imposture. Sinon, comment oser dénoncer ailleurs – même à raison – des violations qu'ils ne cessent de pratiquer quotidiennement chez eux ? Comment oser parler de justice quand ces ministres ont choisi de cesser d'être des ministres pour s'ériger en greffiers dociles de dictatures en treillis, exécutant les caprices des putschistes installés au pouvoir par la force ?

L'indignation affichée par ces ministres à travers leurs communiqués face aux sanctions ou aux critiques internationales – notamment de l'Union européenne à l'égard d'une activiste se revendiquant du panafricanisme – est tout aussi blâmable que leur silence complice à l'égard des crimes commis et qui se commettent encore dans leurs pays. Leur texte indigeste n'est rien d'autre qu'un masque cynique, une tentative désespérée de dissimuler leurs propres crimes : arrestations arbitraires, massacres impunis, dissolution de la vie politique, séquestration de dirigeants légitimes, disparitions forcées.

L'indécence de leur posture internationale

Ces ministres brandissent à la moindre occasion les lois, traités et conventions internationaux – Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Convention contre la torture – comme s'ils en étaient les gardiens, alors même que les juges de leurs pays les ignorent chaque jour, sans cesse et sans répit. Or, leur indignation est une véritable indécence, puisque ces instruments sont foulés aux pieds à longueur de journée. Ils violent la liberté d'association qu'ils invoquent, en dissolvant ou suspendant les partis politiques. Ils méconnaissent le droit à la sûreté et à la dignité qu'ils citent, en séquestrant des opposants et des chefs d'État légitimes. Ils trahissent l'obligation d'enquêter et de sanctionner les crimes graves, en couvrant des massacres de civils. Parler au nom du droit international quand on le piétine dans son propre pays relève du cynisme le plus achevé.

La preuve par les faits : violations flagrantes dans l'AES

Type de violation	Mali	Burkina Faso	Niger
Répression politique et institutionnelle	Dissolution de tous les partis politiquespar décret (avril 2025), anéantissant toute vie politique organisée.	Suspension totale des partis politiquesdepuis septembre 2022, muselant l'opposition.	Coup d'État de juillet 2023: renversement de l'ordre constitutionnel, mise à l'écart des institutions démocratiques.
Atteintes aux libertés publiques	Arrestations arbitrairesd'opposants, journalistes et activistes sous prétexte d'« atteinte au crédit de l'État » ou de « fausses nouvelles ».	Enlèvement et détention arbitraire de Me Guy Hervé Kam (janvier 2024 – toujours détenu).	Interdiction de manifestations, fermeture des médias indépendants (2024-2025).
Crimes graves et impunité	Massacre de Moura(mars 2022 – plus de 500 civils exécutés, toujours impuni en 2025).	Massacre de Karma(avril 2023 – au moins 156 civils tués, aucune justice).	Séquestration de Mohamed Bazoum et de sa famille(depuis juillet 2023) dans des conditions inhumaines.

Hypocrisie et forfaiture

Ces régimes militaires qui s'autoproclament « défenseurs des peuples » sont en réalité les fossoyeurs de la justice et de la liberté. Ils accusent les autres de violations, mais chez eux, ils dissolvent les partis, emprisonnent les opposants, font taire les médias et couvrent des massacres de masse. Leur invocation des textes internationaux n'est qu'un blasphème juridique: se draper dans la légalité universelle tout en la foulant au sol.

Qu'ils se taisent !

Quand la parole est ainsi confisquée par les bourreaux, il ne reste qu'à rappeler cette maxime : nul n'a le droit de donner des leçons de justice quand il en est le premier fossoyeur. Ces ministres n'incarnent ni la justice, ni le droit, ni la dignité. Ils incarnent l'imposture. Leur discours ne mérite qu'un seul verdict : le silence des peuples qu'ils oppriment et le rejet de l'Histoire.

Mamadou Ismaïla KONATE
Avocat aux Barreaux du Mali et de Paris,
Arbitre, Ancien Garde des Sceaux,
ministre de la Justice



Bamako Bamada

Le Mali et le Sénégal aux côtés de l'Afrique pour la justice climatique et les réparations
Depuis le 24 août, Kampala (Ouganda) accueille une grande conférence panafricaine sur la justice climatique, l'annulation de la dette et les réparations.
Organisée par Oilwatch Africa, cette rencontre réunit 16 pays, dont le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo, pour défendre les droits des peuples face aux multinationales et protéger l'avenir du continent.
Les débats mettent en lumière les ravages causés par certaines exploitations minières, avec un exemple frappant au Sénégal, où la société GCO (Eramet) est accusée de détruire les écosystèmes, menacer la santé des populations et appauvrir les terres.
La voix de Kampala est claire : sans réparations et sans restauration des environnements détruits, l'Afrique restera prisonnière d'un modèle extractif injuste.
Le Mali, en prenant part à cette conférence, réaffirme son engagement dans la défense des intérêts africains et dans la lutte pour un développement durable et équitable.
Lien de l'article complet dans le 1er commentaire
#Mali #JusticeClimatique #Afrique #Environnement #Reparations #DéveloppementDurable #OilwatchAfrica #Kampala #SolidaritéAfricaine #BamadaNet



Drissa Meminta



Côte d'Ivoire
Selon le Chef d'Etat major, une attaque des individus non armés a fait 4 morts dans la nuit du 24 au 25 Août à Difita, département de Teheni

Ramata Sissoko Cisse

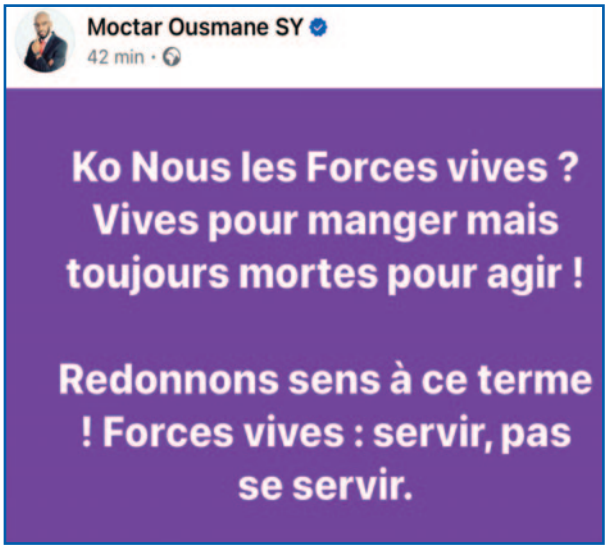


Ramata Sissoko Cisse se sent confuse.
Un communiqué officiel par un homme de droit pour défendre la liberté d'expression ailleurs est comme dire à un enfant de dire à un visiteur que tu n'es pas à la maison et le taper après puisqu'il a menti....
Bonne nuit Love dron

MALI TV

#Mali : #Offensive diplomatique du Mali : Regards croisés d'un diplomate et d'un universitaire
Notre pays se remet progressivement d'une longue crise multidimensionnelle et s'emploie à raffermir ses relations avec d'autres nations, mais sur la base des trois principes qui guident son action publique, à savoir le respect de la souveraineté de l'État, de ses choix souverains de partenaires et la défense des intérêts du peuple dans les prises de décision...
https://journalessor.ml/.../offensive-diplomatique-du...





Présidence de la République du Sénégal

À la suite de sa participation à la TICAD9 et à l'Exposition universelle Osaka-Kansai 2025 au Japon, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Faye, a quitté le Japon pour se rendre en France.
À Paris, le Chef de l'État prendra part, en qualité d'invité spécial, à la rencontre des entrepreneurs français organisée par le MEDEF et prévue ce mercredi 27 août 2025.



AMARA Bathily Page



IL Y A ÉNORMÉMENT DE JUGES SÉRIEUX ET HONNÊTES AU MALI MAIS MAIS GÉNÉRALEMENT ILS SONT MIS À CÔTÉ CAR ON NE PEUT PAS LES MANIPULER

Abdoul Momini Bokoum



C'est du CODE PHENIX entre une intrigue politico-militaire.

Adam Dicko



Que pensez-vous de cette expression ? « Parfois il faut payer le mal par le mal pour que le mal sache que le mal fait mal »

Bacary Camara



Oumou Sall Seck ministre.
Sa vie est un magnifique conte de fées republicain:Maire,Ambassadrice,Ministre de la République.
Première femme maire de Goundam (région de Tombouctou), c'est avec une âme déchirée, qu'elle a du abandonner le 13 avril 2012, la ville de son cœur, poussée par ses administrés. Une décision bien sage et raisonnée, car le lendemain à l'aube, toute la ville tombait aux mains des rebelles du Mouvement national pour la libération de l'Azawad(MNLA), puis des islamistes Touaregs d'Ansar Eddine : « Ils ont tout cassé, tout pillé. Il n'ya plus ni état civil, ni écoles, ni centre de santé. Et ils se sont installés dans notre centre fonctionnel » se plaint-elle amère et décontenancée devant l'ampleur de l'indicible horreur étalée sous ses yeux incrédules. Pis encore, ils se sont installés dans le centre fonctionnel (un fleuron architectural), la plus grande fierté de son mandat, un lieu de convergence ou les anciennes exciseuses, reconverties en commerçantes fabriquaient savons, fromages et aliment pour bétail et ou les jeunes femmes pouvaient apprendre à lire.
Pour mettre fin rapidement à ce désastre, cette « métisse culturelle »(elle est la fille d'un peul et d'une Ifogha) multiplia les tournées dans la sous-région, en Europe pour attirer l'attention sur la situation des femmes violées et battues par les occupants de sa ville.
Ambassadrice du Mali en Allemagne (la nation la plus riche d'Europe) et Ministre de la République depuis quelques mois,elle a remarquablement réussie a donner un contenu utilitaire a sa mission et prefere constater de visu les principaux chantiers de don département.
B.CAMARA,Phénix.



Ibou SY

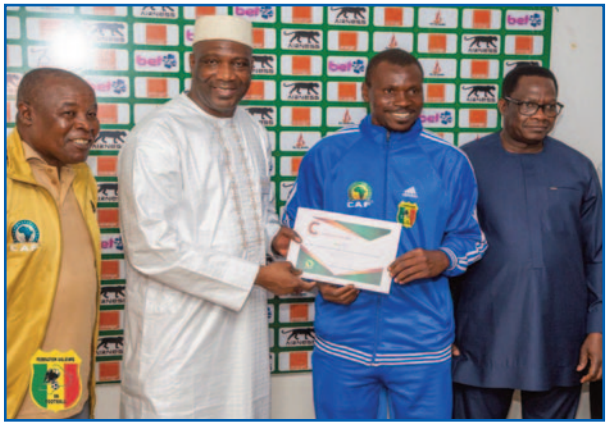


Le pied de nez de l'ambassadeur américain au gouvernement Français : Convoqué au Quai d'Orsay, il ne s'est pas rendu au rendez-vous et a préféré envoyer... son chargé d'affaire !

Fédération Malienne de Football

FEMAFOOT : Lancement du cours des Instructeurs Fédéraux et la remise des diplômes de Licence « C » CAF
Le Comité exécutif de la Fédération Malienne de Football, à travers la Direction Technique Nationale, a lancé ce mardi 26 août le premier cours des Instructeurs Fédéraux. Faisant d'une pierre deux coups, la

FEMAFOOT, lors de la même cérémonie, a également procédé à la remise de diplômes aux 27 entraîneurs de football malien ayant validé leur test de formation (théories et pratiques) pour l'obtention de la licence « C » de la CAF.
Les cours de cette session de formation ont été dispensés du 6 Mai au 7 juillet 2025 par le Directeur technique national, Ousmane Guindo.
Parlant de ce premier cours pour les futurs instructeurs fédéraux du Mali, le 2e vice-président de la FEMAFOOT, Me Toubaye Koné, au nom du président Mamoutou Touré « Bavieux », dira que cette initiative majeure illustre l'ambition de la FEMAFOOT de former, structurer et professionnaliser davantage le football malien. Il a également indiqué que cette session est aussi la volonté de la FEMAFOOT de placer la formation au cœur de sa stratégie de développement avant d'inviter les bénéficiaires à considérer cette opportunité comme un honneur, mais aussi comme un devoir envers notre pays.
Ce programme qui a pour objectif de préparer les futurs Instructeurs Fédéraux du Mali capables de former, à leur tour, les entraîneurs de demain sur l'ensemble du territoire national a regroupé 20 techniciens maliens, titulaires de la Licence CAF « A » et des détenteurs de la Licence CAF « B » depuis 2012. Ils ont été soigneusement sélectionnés sur des critères très rigoureux.
Cette formation, première du genre au Mali, sera sanctionnée par des cours organisés par la CAF sous la supervision de ses instructeurs.
La cérémonie qui s'est déroulée au siège de la FEMAFOOT était présidée par le 2e vice-président, Me Toubaye Koné. Il était accompagné du président de la Commission Centrale des Médias, Abdoulaye Konaté, du Directeur technique national, Ousmane Guindo et du Président de l'Association des entraîneurs, Issa Kolon Coulibaly.



TÉLÉ MALI

ATTAQUE TERRORISTE DANS LE NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE FRONTIÈRE BURKINA 4 PAYSANS TUES, 1 PORTÉ DISPARU.

La transition a décelé 36.151 fonctionnaires fictifs, soit une masse salariale de 48,28 milliards perdus par an dans le trésor du Mali.Bravo aux autorités de la transition

Le Sénégal a adopté ce mardi une loi pour protéger les lanceurs d'alerte afin de renforcer la transparence et la bonne gouvernance dans le pays.
Le texte prévoit de protéger les personnes qui, dans le cadre de leurs activités professionnelles, signalent ou divulguent des informations portant sur un crime, un délit financier ou un préjudice pour l'intérêt général, selon un rapport parlementaire consulté par l'AFP.
Les lanceurs d'alerte qui ont signalé des informations ayant permis de recouvrir des fonds ou avoirs illicites recevront une récompense à hauteur de 10% du montant récupéré ou selon un montant déterminé par les autorités compétentes, dit le rapport.
Le Sénégal devient ainsi le premier pays subsaharien francophone à se doter d'une telle loi, selon la Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF).
#Senegal



Daouda Bakary Kone



Singapour, un développement époustouflant dans le monde entier...woow

(CROISSANCE AFRIQUE)-Au #Mali, les fonds alloués à l'agriculture, qui jouent un rôle crucial non seulement pour soutenir la sécurité alimentaire mais aussi pour stimuler le développement rural et soutenir les agriculteurs locaux, voient leur montant diminuer de manière notable, passant de 273 milliards de FCFA à seulement 245 milliards de FCFA, ce qui pourrait avoir des répercussions significatives sur la production agricole et l'autosuffisance alimentaire du pays à long terme.

Restriction de l'octroi de visa : Le Niger applique la réciprocité à certains pays



Le Niger a récemment pris une décision audacieuse en matière de visas, en réaction aux difficultés rencontrées par ses citoyens pour obtenir des visas européens. En effet, par le biais d'un communiqué officiel du ministère des Affaires étrangères daté du 20 août 2025, le Niger a décidé de restreindre l'octroi de visas aux ressortissants de cinq nations européennes. Les Italiens, Néerlandais, Allemands, Belges et Britanniques ne pourront désormais obtenir un visa pour le Niger que dans les ambassades situées en Suisse (Genève), en Turquie (Ankara) et en Russie (Moscou). De plus, l'ambassade à Bruxelles continuera d'être en charge des visas diplomatiques.

Cette mesure de réciprocité fait suite au refus des ambassades européennes à Niamey de répondre favorablement à la proposition du Niger de délivrer des visas sur place, afin de faciliter les démarches de ses citoyens. En effet, le Niger souhaitait éviter à ses ressortissants des déplacements coûteux dans les pays voisins pour effectuer leurs demandes de visa. Face à cette absence de coopération, le Niger a décidé d'appliquer le principe de "œil pour œil, dent pour dent" en imposant des conditions d'accès similaires à celles imposées à ses propres citoyens.

Le ministre des Affaires étrangères a insisté pour que ces nouvelles règles soient appliquées de manière immédiate et stricte, laissant présager des relations potentiellement plus tendues entre le Niger et certains pays européens. Cette annonce intervient dans un contexte régional complexe, marqué par une remise en question des accords de coopération entre les pays du Sahel et leurs partenaires traditionnels, notamment en matière de sécurité et de migration.

Cette décision du Niger souligne l'importance de la réciprocité dans les relations internationales et met en lumière les enjeux liés à la facilitation des déplacements des citoyens à l'ère de la mondialisation. Elle pourrait également avoir des répercussions significatives sur les échanges diplomatiques et commerciaux entre le Niger et les pays européens concernés, nécessitant une gestion prudente et réfléchie de la situation par les autorités des deux parties.

Arouna Sidibé

Transition : Le «Mali-Koura» en marche sans le M5-RFP



Nous sommes en 2020. Des hommes et des femmes dont les chemins ne devraient jamais se croiser, peut-être même outre-tombe, se sont regroupés sous la bannière du mouvement du 5 Juin Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) avec le dessein commun de faire tomber le régime IBK.

Composé pour la plupart d'anciens candidats très malheureux d'élections précédentes, ils ont profité des bourdes législatives de 2020 pour prendre la rue et terminer ce qu'ils avaient commencé au lendemain de la présidentielle de 2018. Et trois mois ont suffi à ce mouvement hétéroclite pour arracher le pouvoir à IBK. En effet, pour sauver le pays d'une perdition apparente, un groupe d'officiers, sous l'égide d'un certain Col Assimi Goïta, s'est employé à parachever la lutte du M5-RFP. Sous leurs pressions et la contrainte, le Président IBK finira par concéder, ce qui s'assimile à une abdication, en démissionnant de son poste de Président de la République et procédé dans la foulée à la dissolution mitigée de l'Assemblée Nationale ainsi que du gouvernement. La voie est ainsi ouverte à une gestion du pays par l'ex CNSP et le M5-RFP. Cinq années après, l'aile politique de la Transition est partie en lambeaux avec son éclatement en plusieurs tendances. À part quelques rescapés accrochés aux couloirs du CNT, presque tous les ténors du mouvement qui manœuvrait au nom peuple ont été progressivement mis à la touche. En effet, pendant que l'autorité morale du mouvement, Mohamoud Dicko ainsi l'opposant Oumar Mariko sont contraints à l'exil depuis bientôt deux ans, le puissant président du Comité stratégique du M5, devenu Premier ministre par la force des choses, a rejoint les bagnards de l'ex RFP dont l'ancien 4e vice-président du CNT, Issa Kaou Djim, le Pr Clément Dembélé, Adama Ben le Cerveau ou encore Tahirou Bah. Et si les plus chanceux du mouvement sont aujourd'hui ceux-là qui n'ont jamais été impliqués dans la gestion de la Transition annoncée comme l'avènement d'un Mali nouveau. Seulement voilà : contre cette liberté hypothétique, ils sont devenus, ou presque, des sourds et muets.

Ainsi, le Mali Kura tant chanté à tour de rôle, sous le soleil brûlant de la mythique Place de l'Indépendance continue son petit bonhomme de chemin loin et même très loin de ses principaux architectes. Ironie du sort : ces sont eux les concepteurs de tous les leviers théoriques sur lesquels s'appuie la marche de la Transition, à savoir les concepts que sont la Refondation, le Mali Koura, la souveraineté retrouvée, etc.

Amidou Keita
Source : Le Témoin

Ciment au Mali : Le gouvernement fixe le prix plafond



Le gouvernement malien, sous la direction du Président de la Transition, Assimi Goïta, a réagi face à la hausse des prix du ciment en prenant des mesures concrètes pour soutenir les habitants. Après des consultations approfondies avec les acteurs du secteur, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a annoncé la mise en place de prix maximum pour le ciment.

Désormais, le prix plafond pour une tonne de ciment produit localement a été fixé à 112 000 FCFA, tandis que celui du ciment importé ne pourra pas dépasser 117 000 FCFA. Ces tarifs ont été établis en collaboration avec divers acteurs, y compris le ministère des Transports et des Infrastructures. La ministre en charge de ce département, Dembélé Madina Sissoko, s'est engagée à faciliter le transport du ciment et de ses composants en coopération avec les services compétents du ministère de la Défense.

Le ministre Moussa Alassane Diallo a souligné l'importance de respecter ces prix fixés et a assuré à la population que son ministère veillerait à leur bonne application. Ces décisions visent à atténuer l'impact de la hausse des prix du ciment sur les citoyens maliens et à garantir un accès équitable à ce matériau essentiel pour de nombreux projets de construction et d'infrastructures.

Cette initiative gouvernementale témoigne de l'engagement des autorités maliennes à prendre des mesures proactives pour soutenir la population face aux défis économiques actuels. Elle illustre également la volonté de collaborer avec les divers acteurs du secteur pour trouver des solutions concertées et équitables.

Fatou Sissoko

Entrepreneuriat et formation professionnelle : Des femmes de Kati formées en transformation du fonio



A Kati, une centaine de femmes dynamiques de l'Association du Camp Soundiata Keïta se lancent dans une nouvelle aventure en entamant une formation en création d'entreprise ce 25 août 2025. Sous l'égide de la ministre de l'Entrepreneuriat national, Oumou Sall Seck, ce projet ambitieux vise à doter les femmes des outils nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie.

Grâce au soutien du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) et de la Direction du Service Social des Armées (DSSA), ces femmes vont bénéficier d'une formation intensive de dix jours. Elles apprendront à transformer le fonio en djouka, ainsi qu'à préparer des jus de gingembre et de bissap savoureux.

Lors de l'événement, le Colonel-major Bréhima Samaké a souligné l'importance de la transformation des produits de la terre pour créer de la richesse et des emplois. La ministre a également ajouté que cette initiative s'inscrit dans la volonté du Président de la Transition de soutenir activement les jeunes et les femmes.

Cette formation représente une opportunité exceptionnelle pour ces femmes de prendre en main leur avenir et de contribuer de manière significative au développement du Mali. En acquérant de nouvelles compétences en entrepreneuriat, elles seront mieux armées pour créer leurs propres activités, générer des revenus et participer à l'économie locale de manière durable.

Cette initiative démontre l'engagement du gouvernement malien en faveur de l'autonomisation des femmes et de la promotion de l'entrepreneuriat comme levier de développement économique et social. En investissant dans la formation et l'autonomisation des femmes, le Mali ouvre la voie à un avenir plus prospère et inclusif pour tous ses citoyens.

Fatou Sissoko

www.malikile.com

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

INPS : Lancement officiel de la campagne av-socio-sanitaire



Ce mardi 26 août 2025, la cérémonie officielle de lancement de la campagne AV-SOCIO-SANITAIRE s'est tenue à Bamako, marquant le démarrage d'une opération de sensibilisation majeure qui se déroulera du 26 au 28 août dans les Centres de Santé de Référence (CSRF). Cette campagne a pour objectif principal de vulgariser le régime d'assurance volontaire (AV) auprès des populations, afin de promouvoir la protection sociale, préparer la retraite, permettre l'accès à une couverture maladie et garantir une prise en charge en cas d'accident du travail.

En présence de l'ambassadrice de l'assurance volontaire, Mme Doumbia Kadiatou, connue sous le nom de Ba Néné Haidara, la cérémonie a réuni plusieurs intervenants de premier plan. Parmi eux, le Dr Babou BAH, directeur de la Direction de la Protection et de l'Action Sociale Sanitaire (DPASS), et M. Modibo DANION, chef du service de l'Assurance Volontaire (AV).

Dans son allocution, Mme Doumbia Ba Néné HAIDARA (fille de Ousmane Cherif HAIDARA) a d'abord exprimé sa profonde gratitude pour l'organisation de cette campagne, soulignant à quel point la sensibilisation autour de l'assurance volontaire est essentielle pour venir en aide aux populations vulnérables. Elle a également insisté sur la nécessité d'un engagement collectif des acteurs sociaux et sanitaires, en appelant à une communication renforcée et à une collaboration étroite entre médecins, superviseurs et autres professionnels de santé.

Le Dr Babou Bah est ensuite intervenu pour insister sur l'importance de l'assurance volontaire dans le cadre du système de santé malien. Il a rappelé les difficultés rencontrées par le personnel médical, notamment à cause du nombre important de patients non assurés, et l'impact positif que pourrait avoir une couverture généralisée sur la qualité et l'accessibilité des soins.

Pour sa part, M. Modibo DANION a expliqué que cette campagne visait à renforcer la promotion et la sensibilisation à l'assurance volontaire en ciblant les personnes susceptibles



d'adhérer à ce régime. Il a également remercié son équipe pour son dévouement et a témoigné toute sa reconnaissance envers Mme Doumbia Ba Néné Haidara, qu'il considère comme une ambassadrice engagée, pleinement investie dans la cause des personnes défavorisées et un soutien inestimable pour les populations nécessiteuses de protection sociale.



La cérémonie a par ailleurs rendu hommage au chef de gare Samba Camara, qui, lors d'une précédente cérémonie tenue mardi dernier, avait traité plus de 503 dossiers, illustrant ainsi l'efficience et le sérieux des services d'assurance volontaire.

Enfin, cet événement s'est conclu par la remise d'un tableau de reconnaissance à Mme Doumbia Ba Néné Haidara, en signe de gratitude pour son engagement indéfectible en faveur de l'assurance volontaire et de la protection sociale au Mali.

Cette campagne de proximité dans les CSRF s'inscrit dans une dynamique locale forte visant à rapprocher la population des dispositifs d'assurance sociale et à faciliter leur accès à des services de santé de qualité. Elle souligne l'importance de la protection sociale comme levier d'amélioration des conditions de vie et de santé des Maliens.

Oumou THIOKARY,
Service des Relations publiques, INPS

Le terrorisme économique frappe au cœur du Mali : L'usine sucrière de Dougabougou ciblée



Depuis quelques mois, la violence terroriste au Mali connaît une mutation préoccupante. Au-delà des attaques classiques contre les positions militaires ou les populations civiles, les groupes armés semblent désormais cibler directement les infrastructures économiques stratégiques du pays. Cette nouvelle orientation, qui frappe au cœur des leviers de production, menace gravement la stabilité sociale et financière du Mali.

Contrairement à d'autres zones du Sahel, le territoire malien se distingue aujourd'hui par la vulnérabilité accrue de ses secteurs productifs. Plusieurs cas récents l'attestent. Les incendies d'engins de l'entreprise COVEC sur la route de Kayes, la destruction de l'usine de carreaux et de chaux à Bafoulabé, et plus récemment le saccage de l'unité sucrière de Dougabougou, dans la région de Ségou, traduisent une stratégie délibérée de démantèlement des capacités économiques nationales.

L'attaque contre l'usine de production de sucre de Sukala, qui constitue un maillon essentiel dans la satisfaction des besoins alimentaires du pays, est particulièrement symbolique et lourde de conséquences. Bien qu'elle ne couvre pas l'intégralité de la consommation nationale, cette unité réduit considérablement la dépendance du Mali vis-à-vis des importations de sucre. Sa mise à mal risque d'accentuer une fragilité déjà ressentie sur le marché intérieur, où les prix sont souvent soumis à de fortes variations liées aux fluctuations internationales et aux coûts logistiques.

Si les autorités n'ont pas officiellement communiqué sur l'état actuel de fonctionnement de l'usine après l'attaque, les images diffusées sur les réseaux sociaux laissent entrevoir des dégâts matériels importants. Cette absence de transparence entretient le doute et alimente l'inquiétude quant à une rupture de l'approvisionnement en sucre dans les semaines à venir. Une telle situation pousserait les autorités à accorder davantage de faveurs fiscales aux importateurs, afin de compenser les pertes de production locale. Mais cette option, loin d'être sans conséquences, pèserait lour-

dement sur les finances publiques déjà fragilisées, sans pour autant garantir une baisse des prix pour le consommateur final.

Au-delà du seul secteur du sucre, c'est l'ensemble de l'attractivité économique du Mali qui se trouve compromise. La multiplication des attaques contre des installations productives décourage les investisseurs étrangers et démobilise les pourvoyeurs de capitaux. Les prises d'otages d'expatriés, phénomène parallèle en expansion, viennent renforcer cette atmosphère d'incertitude et accentuer le retrait progressif des opérateurs économiques. Cette dynamique ouvre la voie à une spirale dangereuse : un affaiblissement de la production nationale, un recours accru aux importations, un déséquilibre budgétaire grandissant et, in fine, une détérioration du pouvoir d'achat des ménages. Dans un pays où l'insécurité alimentaire reste un défi constant, les répercussions pourraient être dévastatrices.

L'évolution récente des attaques terroristes met donc en évidence une transformation inquiétante : le passage d'une violence militaire à une véritable guerre économique. Face à ce constat, la réponse des autorités maliennes ne peut se limiter au seul registre sécuritaire. Elle doit inclure une stratégie claire de protection des unités de production, un plan de relance ciblé pour les secteurs touchés, et une communication plus transparente afin de rassurer les populations et les partenaires économiques.

En frappant l'usine sucrière de Dougabougou, les terroristes n'ont pas seulement endommagé une infrastructure : ils ont envoyé un signal fort, celui d'une volonté d'asphyxier le Mali par la fragilisation de ses bases économiques. La riposte à cette menace doit être à la hauteur de l'enjeu, car au-delà de la sécurité, c'est l'avenir de la souveraineté économique du pays qui se joue.

Yacouba Ongoiba



Loulo-Gounkoto : Le bras de fer entre le Mali et Barrick, un tournant stratégique pour l'or africain



Le conflit qui oppose l'État malien à la multinationale canadienne Barrick Mining dépasse désormais le cadre d'un simple différend commercial. Derrière les chiffres flatteurs publiés par la compagnie ce lundi 11 août 2025 – 4,79 milliards de dollars de revenus au premier semestre, soit une hausse de 13,5 % par rapport à 2024 – se cache une perte stratégique de taille : le complexe aurifère de Loulo-Gounkoto.

Jusqu'en janvier dernier, ce site représentait l'un des piliers de la production mondiale de Barrick, avec près de 723 000 onces d'or extraites en 2024. Mais la décision de la justice malienne, en juin, de placer la mine sous administration provisoire a consacré la sortie de la société canadienne du contrôle opérationnel. Un coup dur, qui s'est immédiatement traduit par une perte comptable de 1,03 milliard de dollars pour la compagnie.

Pour Bamako, cette reprise en main s'inscrit dans une volonté affirmée de souveraineté économique. Après la saisie de trois tonnes d'or et le blocage temporaire des exportations, le bras de fer judiciaire s'est mué en acte politique : reprendre le contrôle d'un site stratégique afin que les ressources maliennes profitent d'abord au Mali. L'enjeu est considérable. L'usine de Loulo-Gounkoto, l'une des plus modernes du continent, ne représente pas seulement une richesse immédiate : elle symbolise la capacité d'un État africain à renégocier les rapports de force avec une multinationale.

Mais ce choix audacieux comporte des défis. Le pays doit démontrer sa capacité à gérer efficacement un actif aussi complexe, en garantissant transparence, gouvernance et retombées concrètes pour la population. Sans cela, la victoire politique pourrait rapidement se transformer en désillusion sociale.

Le cas de Loulo-Gounkoto n'est pas isolé. Ces dernières années, plusieurs pays africains – du Niger à la Tanzanie en passant par la RDC – ont engagé des bras de fer similaires pour redéfinir les clauses jugées léonines de certains contrats miniers. Le Mali s'inscrit donc dans une tendance continentale : mettre fin à une ère où les multinationales fixaient seules les règles du jeu.



Pour Barrick, l'affaire malienne pourrait faire jurisprudence. La société a déjà saisi le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Le contentieux pourrait s'étendre sur plusieurs années, alors même qu'un de ses permis miniers au Mali arrive à expiration en 2026.

La perte de Loulo-Gounkoto survient à un moment paradoxal pour Barrick : la flambée des cours mondiaux de l'or, portés par les incertitudes géopolitiques et économiques, compense pour l'instant le choc. Au premier semestre 2025, l'once s'est échangée à 3 099 dollars en moyenne, contre 2 213 dollars en 2024. Certains analystes prédisent même une envolée à 4 000 dollars d'ici la fin de l'année. Mais cette dépendance à un cours volatil ne résout pas la fragilité de la compagnie, désormais privée de l'un de ses plus gros gisements africains.

Au-delà des chiffres, l'épisode Loulo-Gounkoto marque un tournant dans les relations entre États africains et grands groupes extractifs. Le Mali envoie un message clair : ses ressources doivent d'abord servir ses propres intérêts. La question est désormais de savoir si cette reprise de contrôle se traduira par une meilleure redistribution : emplois locaux, infrastructures, recettes fiscales mieux orientées.

L'or malien a longtemps brillé à l'international sans changer le quotidien de millions de Maliens. Le pari de Bamako est de transformer cette équation. Loulo-Gounkoto pourrait devenir soit un modèle de souveraineté économique réussie, soit une nouvelle illustration des paradoxes de la richesse minière africaine.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

L'insoluble équation de la durée des transitions politiques : TR + LD = TY + AN



Une république se cristallise dans sa constitution, qui incarne son régime politique et définit les règles de son fonctionnement quotidien. Lorsqu'une crise imprévue la frappe, l'obligeant à changer, même temporairement, de régime politique, la raison commande à cette république d'adopter de nouvelles règles de survie pour s'adapter à ces circonstances exceptionnelles.

Au Mali, à la suite de l'insurrection populaire d'août 2020, une décision cruciale fut prise : au lieu de suspendre la Constitution et de confier les pleins pouvoirs à un Régisseur national, il fut décidé de maintenir les normes ordinaires de gouvernance tout en instaurant des autorités spéciales chargées de gérer cette situation exceptionnelle.

Cette approche stratégique a engendré une situation complexe et inextricable.

Le premier des trois organes de gouvernance, pour agir efficacement et prendre des décisions idoines en période d'urgence, s'est vu contraint de marginaliser les autres instances et de dépasser le cadre légal en vigueur.

Les actions de cet organe furent d'abord accueillies avec enthousiasme, dans un élan de soulagement et de joie générale. Mais, par la suite, il fut exigé, avec discernement et justice, qu'on rende des comptes pour les atteintes aux droits des citoyens, injustement bafoués en violation des lois souveraines.

Ces violations concernaient non seulement l'ancienne Constitution maintenue, mais aussi la Charte de la Transition adoptée, ainsi qu'une nouvelle Constitution votée par la suite.

En réalité, une telle critique n'aurait probablement pas été formulée contre un Président-Régisseur investi des pleins pouvoirs, qui aurait eu la légitimité de prendre des décisions audacieuses dans un cadre exceptionnel. À Rome, ce genre de Régisseur national prenait le titre de dictateur.



Malgré cette situation délicate, l'éloquence persuasive du vieux Méron, premier des vizirs, domina tous les débats. Sa préoccupation semblait davantage centrée sur sa gloire personnelle et l'héritage qu'il souhaitait laisser, plutôt que sur le bien-être et l'avenir du Mali.

Il ne cherchait pas véritablement à identifier le moyen le plus légitime et sûr de sortir l'État malien de cette impasse complexe. Au contraire, Méron s'efforçait de s'approprier tous les honneurs de cette entreprise audacieuse de sauvetage du régime, même au prix d'un coût dissuasif pour la nation.

Ainsi fut-il, pendant un temps, justement célébré comme le théoricien triomphant du « libérateur », mais aussi, à juste titre, critiqué comme celui qui plongea davantage le pays dans un piège obscur et comme l'un des coresponsables de violations des lois établies.

Il est d'une importance capitale que, quelle que soit la manière dont le mandat d'une transition politique est conféré, sa durée soit strictement limitée à un terme très court, non prorogeable, à l'image de la dictature romaine d'antan.

Comme l'ont écrit nos historiens, dans des situations de crise nécessitant une telle transition, un État se trouve rapidement dans une position binaire : « il est détruit ou il est sauvé ». Une fois l'urgence passée, une transition prolongée, tout comme une dictature mal encadrée, peut aisément devenir « tyrannique ou inutile ».

À Rome, le mandat des dictateurs était limité à six mois, et la plupart d'entre eux choisissaient d'abdiquer avant même l'expiration de ce délai. Comme le souligne Rousseau dans Le Contrat social, si ce terme avait été prolongé, les dictateurs auraient pu être tentés de l'étendre davantage pour consolider leur emprise, comme l'ont souvent fait les transitions politiques en Afrique, prolongées sur un an ou plus.

À l'époque, le dictateur disposait uniquement du temps nécessaire — ces six mois — pour répondre à l'urgence ayant justifié son élection, sans latitude pour des projets d'envergure à long terme.

C'est précisément cette rigueur qui permit à cette institution de préserver l'État pendant des siècles.

Au regard des expériences africaines, les futures constitutions devraient concevoir la transition politique comme une catégorie spécifique de période d'exception, régie avec rigueur et célérité, afin que l'État retrouve rapidement son fonctionnement normal et corrige les failles structurelles révélées par la crise.

Le cadre de cette transition pourrait reposer sur les principes suivants :

- Un mandat strictement limité à 9 mois, non renouvelable ;
- La réunion des conditions nécessaires pour organiser des élections anticipées, permettant à l'État de se doter d'autorités légitimes ;
- La formation d'une équipe dirigeante de transition, composée d'un président et d'un gouvernement, non reconductible ni éligible à la fin du mandat ;
- Une gouvernance par ordonnances pour assurer une gestion efficace et rapide.

Une telle précaution pourrait même servir de garde-fou contre tout projet de suspension constitutionnelle ou institutionnelle. Dans une telle éventualité, les institutions encombrantes seraient systématiquement mises en veille, jusqu'au rétablissement d'une normalité permettant à la République de fonctionner à nouveau pleinement

Dr. Mahamadou KONATÉ. Analyste politique
SOURCE : L'ALTERNANCE

Tribune : Comment mettre fin aux fuites des finances publiques au Mali et dans l'AES avec des systèmes inviolables



1. Introduction

La gestion des deniers publics dans le Mali et plus largement dans l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger) et en Afrique est marquée par des détournements, surfacturations et gaspillages qui privent les États de ressources vitales pour le financement du développement. Les causes principales résident dans la faiblesse des manuels de procédures, l'absence ou l'ineffectivité des contrôles internes, la rareté des audits externes et l'absence d'évaluations périodiques par rapport à des objectifs quantifiés.

Chaque point de fuite représente une perte directe pour les budgets nationaux. La commande publique, qui représente 10 à 15 % du PIB des pays africains, est l'un des canaux majeurs de ces fuites. Si seulement 10 % de ce volume échappent au contrôle, cela équivaut à plusieurs centaines de milliards de FCFA perdus chaque année dans l'AES.

2. Diagnostic des faiblesses actuelles



•Procédures budgétaires incomplètes : existence de textes mais faible application pratique, absence de traçabilité sur toute la chaîne (engagement, liquidation, ordonnancement, paiement).

• Contrôles internes formels : souvent limités à des vérifications documentaires, sans cartographie des risques ni séparation stricte des tâches.
• Audits externes fragiles : les Cours des comptes ou le Vérificateur général au Mali publient des rapports, mais leurs recommandations ne sont pas contraignantes et les recouvrements effectifs sont faibles.
• Évaluation par la performance inexistante : les budgets se mesurent en crédits consommés, pas en résultats atteints.
• Faible transparence : budgets et exécutions rarement accessibles au public, limitant la participation citoyenne et parlementaire.

3. Enseignements internationaux

• Nigeria :Compte unique du Trésor (TSA) : centralisation des recettes à la Banque centrale ; économies de plusieurs milliards de nairas chaque mois en intérêts évités.
• Ukraine : ProZorro (e-procurement) : plateforme ouverte « tout le monde voit tout » ; plus de 1,9 milliard USD d'économies en deux ans.
• Géorgie : Réforme intégrale de l'achat public : bascule vers l'électronique, réduction massive de la corruption.
• Afrique du Sud : Pouvoirs renforcés de l'Auditeur général : possibilité d'imposer des mesures correctives et de délivrer des certificats de dette ; responsabilisation directe des dirigeants.
• Rwanda : Rapports d'audit publicisés : baisse progressive des dépenses irrégulières, instauration d'une culture de redevabilité.
• Corée du Sud – KONEPS : digitalisation totale de la commande publique, économies estimées à 8 milliards USD par an.

4. Dix mesures prioritaires pour e Mali et l'AES

1.Mettre en place un Compte unique du Trésor (TSA) : centraliser recettes et paiements ; éliminer les comptes parallèles.
2.Adopter un Système intégré de gestion des finances publiques (IFMIS) couvrant toute la chaîne de la dépense.
3.Institutionnaliser l'e-procurement : plateforme électronique obligatoire et publique pour tout marché au-dessus de 10 millions FCFA.
4.Appliquer un référentiel de contrôle interne (COSO) dans chaque ministère, avec audits annuels indépendants.
5.Renforcer les Cours des comptes et le Vérificateur général au Mali : donner un pouvoir de sanction et de recouvrement, avec délais d'exécution.
6.Évaluer par la performance : transformer les budgets en « programmes avec cibles mesurables » (routes construites, écoles ouvertes, personnes soignées etc...).
7.Publier systématiquement les documents budgétaires (cadre budgétaire, exécution trimestrielle, rapports annuels).
8.Déployer l'analytique anti-fraude : détection automatique des anomalies (doublons, fractionnements, collusions).
9.Sanctionner sans exception : radiation des opérateurs économiques fautifs, interdiction d'ordonnateurs récidivistes.
10.Créer un mécanisme AES de suivi budgétaire commun : audits croisés, partage d'expériences et tableau de bord sous-régional.

5. Trois actions rapides (Quick Wins)

• E-procurement obligatoire dans les 6 mois pour tous les marchés ⩾ 10 millions FCFA.
• Centralisation des recettes publiques sur TSA sous supervision des banques centrales nationales et de la BCEAO.
• Décret sur l'exécution obligatoire des recom-

mandations du Vérificateur général et des Cours des comptes, avec publication semestrielle des montants recouvrés.

6. Indicateurs de performance proposés

• % des dépenses exécutées via l'IFMIS (cible : 98 % en 2 ans).
• % des marchés passés par e-procurement (cible : 100 % en 24 mois).
• Taux de mise en œuvre des recommandations du Vérificateur Général, des autres organismes de contrôle et de la Cour des comptes (cible : ⩾ 80 %).
• Montants recouvrés sur les irrégularités identifiées (cible : au moins 50 % la première année).
• Score Open Budget Survey (cible : passer de 39/100 au Mali à > 60/100 en 5 ans).

7. Approche AES commune

• Harmonisation des standards (PEFA) : mener une évaluation PEFA conjointe dans les trois pays pour identifier les écarts et définir une feuille de route commune.
• Mutualisation des solutions numériques : développer une plateforme régionale d'e-procurement AES.
• Audits croisés : les Cours des comptes du Mali, Burkina Faso et Niger réalisent périodiquement des missions d'audit conjointes.
• Suivi commun : création d'un Observatoire AES de la dépense publique chargé de publier un rapport annuel sur les pertes évitées et les montants recouvrés.

8. Conclusion

La lutte contre les détournements dans le Mali et l'AES ne doit plus être une croisade morale, mais une ingénierie institutionnelle. Les outils existent : compte unique du Trésor, systèmes numériques de gestion, audits contraignants, open data budgétaire. Les réformes réussies ailleurs démontrent que des gains rapides sont possibles, à condition de volonté politique et de coordination régionale. En verrouillant la chaîne de la dépense publique et en instaurant une véritable transparence, l'AES pourrait récupérer plusieurs centaines de milliards de FCFA par an, soit l'équivalent de plusieurs hôpitaux, routes ou universités nouvelles.

H. Niang, ancien ministre



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Salif Sanogo : Santé mentale, là où le bât blesse

Combien de Maliens sont sujets à une dépression et combien ont déjà fait un burnout (état d'épuisement physique, émotionnel et mental résultant d'un stress chronique lié au travail) ? En l'absence de statistiques officielles fiables, on peut dire que les cas sont de plus en plus nombreux. Et malheureusement, des cas dramatiques de suicides qui interpellent. Car dans notre société, lorsqu'une personne fait une dépression, on a coutume de dire que « ayatoyé, toubabou bana dé bé ala » (laisser-le, il a une maladie de blanc) ou tout simplement que « djinai dé bé ni la » (il est possédé par le diable.

Et pourtant, prendre soin de sa santé mentale est aussi important que de prendre soin de sa santé physique, et des habitudes de vie telles que maintenir un bon sommeil ou une activité physique régulière, contribuent aux deux. La souffrance psychique peut découler de multiples causes, allant du contexte socio-économique, en passant par les événements de la vie et à son environnement social et professionnel. Être capable d'identifier son mal-être psychique est une étape clé pour trouver des solutions et progresser vers un mieux-être le plus rapidement.

Quand une personne joviale devient soudainement taciturne et s'éteint progressivement... N'attendez surtout pas et n'en faites pas une personne isolée. Lorsqu'une personne soigneuse se laisse subitement aller et ne fait plus attention à rien... Ne dites surtout pas que cela va lui passer en l'abandonnant dans



son petit coin. C'est en agissant vite et bien qu'on arrive à « récupérer » la personne à temps. Une victime d'agressions sexuelles ne laisse pas forcément de traces visibles de choc physique. Mais au niveau mental, c'est souvent une personne brisée. Une domestique réduite à l'état d'esclavage, avec un salaire et une santé précaires, sombre psychologiquement dans l'indifférence générale.

Qui plus est, dans une société marquée par l'hyperconnexion, les obligations professionnelles et personnelles croissantes, le stress est devenu une réalité quotidienne pour beaucoup. Apprendre à le reconnaitre et à le gérer efficacement est non seulement essentiel pour préserver sa santé mentale, mais aussi pour maintenir un équilibre de vie durable.

Le stress est une réaction naturelle de l'organisme face à une situation perçue comme menaçante ou contraignante. Il se manifeste aussi bien physiquement (fatigue, tensions musculaires, troubles du sommeil) que psychologiquement (irritabilité, anxiété, perte de motivation). Il existe deux types de stress : l'aigu qui est ponctuel et le chronique qui s'installe dans la durée et a des effets néfastes sur la santé mentale et physique.

Justement, un stress chronique peut vite évoluer vers une dépression qui, à son tour, laissera la place à un trouble mental, un état de santé qui se définit par des changements qui affectent la pensée, l'humeur ou le comportement d'une personne. Ce qui perturbe son fonctionnement et entraine de la détresse. Les signes et les symptômes des troubles mentaux peuvent être plus ou moins intenses.

Certains signes sont là pour donner l'alerte comme une tendance à l'isolement, la désorganisation, c'est-à-dire une difficulté marquée à s'organiser et à fonctionner comme d'habitude, une façon différente de s'exprimer, des pertes de mémoire ou même une difficulté à maintenir ses obligations familiales, professionnelles et sociales.

Dans ce genre de situation, la personne aura une perte d'appétit, de la tristesse, des nausées, des états d'euphorie et de stress, une grande fatigue, de l'insomnie et même des étourdissements. Avec ces signaux, n'attendez surtout pas, intéressez-vous de prêt à leur cas. Il ne faut surtout pas chercher à condamner avant de chercher à comprendre. N'en faites pas des sujets de dénigrement ou de moquerie. Gardez-vous de les brusquer ou de les brutaliser, sinon vous allez ajouter du traumatisme au mal-être.

Soyons attentifs et disons-nous que les questions de santé mentale peuvent concerner tout le monde. Prêtons une oreille attentive à certains silences, gardons l'œil sur certains comportements inhabituels, sachons tendre la main avec des paroles réconfortantes. Car comme le disait Gayle Forman : « tu sais, on imagine toujours qu'un océan sépare la folie de la santé mentale, mais ce sont plutôt des îles voisines ».

Salif Sanogo, Journaliste Malien



L'histoire de George Hogg : Pour un hommage à l'amitié sino-britannique pendant la guerre de résistance



Au début de l'année 1938, George Hogg, un jeune Anglais animé par la curiosité et le courage, débarque en Chine en tant que journaliste indépendant. Ce qu'il découvre dépasse largement la simple mission d'information. Plongé dans le tumulte de la guerre de résistance contre l'agression japonaise, il choisit de lier son destin à celui du peuple chinois.

Deux ans plus tard, en 1940, le Néo-Zélandais Rewi Alley fonde l'école technique Bailie à Shuangshipu, dans la province du Shaanxi. Son ambition est claire : offrir une formation professionnelle aux jeunes apprentis des coopératives ainsi qu'aux enfants de paysans et d'ouvriers contraints de fuir la guerre. Dans des conditions particulièrement difficiles, l'établissement peine à trouver une direction stable. Mais en 1941, sur l'invitation de Rewi Alley, George Hogg accepte d'en prendre la tête, devenant ainsi le neuvième directeur de l'école.

C'est cet épisode méconnu de l'histoire sino-britannique qu'un nouveau court-métrage ambitionne de faire revivre. Le film adopte une approche originale : il prend pour fil conducteur les lettres écrites par George Hogg lui-même. À travers la lecture de ces



correspondances intimes, combinée à des images générées par intelligence artificielle, l'œuvre retrace le parcours hors du commun de ce jeune étranger devenu compagnon de lutte du peuple chinois.

Loin d'un simple récit historique, le film s'attache à recréer l'expérience humaine et légendaire d'un homme qui, au lieu de se contenter d'observer la guerre en témoin lointain, a choisi d'agir. À la tête de l'école technique Bailie, George Hogg a contribué à former des générations de jeunes, leur offrant espoir et compétences dans une période de chaos et de destruction.

Ce court-métrage, en rendant hommage à Hogg, met également en lumière la profondeur des liens qui se sont tissés entre la Chine et le Royaume-Uni durant la guerre de résistance. Bien au-delà d'un simple geste de solidarité, il s'agit d'une amitié forgée dans l'adversité, fondée sur des valeurs universelles : la lutte contre le fascisme, la défense de la dignité humaine et la conviction qu'éducation et savoir constituent des armes essentielles pour bâtir l'avenir.

En choisissant de revisiter cette histoire à travers un langage visuel moderne, enrichi par les technologies de l'IA, le film rappelle que la mémoire n'est pas figée : elle peut se transmettre, se réinventer et inspirer les générations actuelles. L'héritage de George Hogg illustre la puissance des engagements individuels dans les moments les plus sombres de l'histoire.

Ainsi, ce court-métrage n'est pas seulement un hommage à un ami international tombé en Chine. Il est aussi un symbole durable de l'amitié entre deux peuples qui, face aux menaces de leur époque, ont su unir leurs forces pour défendre la liberté et l'humanité.

Yacouba Ongoiba avec cgtn.com





25e Sommet de l'OCS : Pour une gouvernance mondiale plus juste et plus équitable



La municipalité de Tianjin en Chine va accueillir le 31 août et le 1er septembre 2025 le 25e Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Le président chinois Xi Jinping présidera la 25e réunion du Conseil des chefs d'État de l'OCS ainsi que la réunion "OCS Plus", et prononcera des discours importants. Ce sera le plus grand sommet depuis la création de l'OCS, et le point d'orgue des efforts déployés par la Chine dans le cadre de sa présidence. L'Esprit de Shanghai, caractérisé par « la confiance mutuelle, le bénéfice mutuel, l'égalité et le dialogue entre les parties, le respect de la diversité culturelle et l'aspiration au développement collectif », a posé une base idéologique solide pour les 24 années de développement constant et de croissance continue de l'OCS.

En assurant la présidence tournante de l'OCS, la Chine s'est évertuée à dynamiser son ancrage institutionnel en organisant une centaine d'événements relatifs à la politique, la sécurité, l'armée, l'économie et le commerce, l'investissement, l'énergie, l'éducation, la connectivité, l'innovation technologique, l'industrie verte, l'économie numérique et les échanges humains. Par le biais de ces différentes initiatives, il a été question d'ouvrir davantage de passerelles d'échanges entre les pays membres de l'organisation et de renforcer les liens de solidarité. Dans le volet sécuritaire, une touche innovante a été insufflée aux organes permanents pour un fonctionnement efficient, notamment dans la lutte contre la criminalité transfrontalière organisée. A ce titre, le projet de création de centres intégré de réponse aux défis sécuritaires, de sécurité informatique et de lutte contre la criminalité transfrontalière suit un processus de concertations fructueuses. Il s'agit de coordonner les actions pour lutter efficacement contre la criminalité sous toutes ses formes. Tout au long de sa présidence tournante, la Chine a par ailleurs plaidé en faveur de la multipolarité pour une gouvernance inclusive au service de la paix et de la sécurité. Pendant le sommet, M. Xi annoncera de nouvelles mesures et initia-

tives chinoises pour soutenir le développement de haute qualité de l'OCS et de la coopération globale, et proposera de nouveaux voies et moyens pour que l'organisation sauvegarde de manière constructive l'ordre international de l'après-Seconde Guerre mondiale et améliore le système de la gouvernance mondiale.

Une fois de plus, le prochain sommet de l'OCS devra s'appesantir sur la vision commune des pays membres. En tant qu'organisation prônant le multilatéralisme dans les relations internationales, elle a intérêt à raffermir la solidarité et le consensus en son sein pour affronter les défis communs. Face aux postures unilatérales et protectionnistes qui ont tendance à chambouler les principes de la coopération internationale, il y a lieu de faire front commun pour tendre vers des rapports qui privilégient le respect mutuel, l'équité, la justice et la coopération gagnant-gagnant. Les intérêts de toutes les parties comptent sur l'échiquier mondial et il est normal d'œuvrer à ce que toutes les voix, petites ou grandes, soient audibles. Cette solidarité qui est attendue des pays membres de l'OCS implique avant tout des relations de bon voisinage empreintes de confiance et de respect mutuels. Les relations de bon voisinage consolident le consensus au niveau de l'organisation. Dans ce registre, la Chine s'investit de manière conséquente dans la diplomatie de bon voisinage.

Les questions de développement commun seront également au cœur de ce sommet crucial. Les pays membres de l'OCS devraient créer des synergies qui portent vers le haut toutes les économies. Le potentiel d'opportunités au sein de l'organisation est disponible et conséquent. Il reste à dynamiser les chaînes industrielles, à fluidifier les chaînes d'approvisionnement, à mettre en place des pôles de croissance dans les secteurs du commerce, de l'économie, de l'investissement et de l'innovation scientifique et technologique. Les chantiers du développement participent également à ouvrir les perspectives d'un monde plus apaisé et plus sécurisé. Investir dans le développement, c'est aussi lutter contre l'insécurité et l'instabilité.

Le 25e Sommet de l'OCS se tiendra à l'occasion du 80e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la création de l'ONU. Des déclarations marquant le 80e anniversaire de la victoire dans la Guerre mondiale antifasciste et le 80e anniversaire de la fondation des Nations Unies seront publiées, et une série de documents finaux sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité, d'économie, d'échanges humains et culturels seront adoptés à cette occasion.

Ce sera un rendez-vous au cours duquel il faudra insister sur l'impératif d'agir en faveur de la paix partout dans le monde. Et l'idéal de la paix repose sur l'équité, la justice, l'égalité et le respect du droit international. L'OCS doit poursuivre son ambition en faveur d'un monde multipolaire où les intérêts de chaque partie sont pris en compte. C'est dans un esprit de consensus et de concertations que l'humanité saura panser ses maux. Pas dans les affrontements sanglants et meurtriers. De ce fait, il importe d'encourager la multipolarité sur l'échiquier mondial. Et le rendez-vous de Tianjin ouvrira des perspectives d'une coordination plus étroite entre les pays membres de l'OCS pour plus de résultats tangibles sur le terrain.

Source: cgtn.com



Le sport au service de la santé en Afrique : A Lusaka, le Ministre de la Santé a participé avec son homologue zambien à une marche sur 10 km



Le 75eme Comité régional de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique, qui se tient à Lusaka (Zambie) du 24 au 28 août 2025 a commencé sur une note sportive. En effet, plus de 500 participants venus de tout le continent ont consacré la matinée dominicale à une activité physique en participant à une marche collective de 10 km (aller-retour) au Centre international de conférence de Mulungushi.

Le Mali est représenté à cette réunion par son ministre de la Santé et du Développement Social, le médecin Colonel Assa Badiallo Touré, accompagné d'une forte délégation composée d'éminents experts en santé et en recherche de financement pour les projets de santé.

Pour le ministre zambien de la Santé, Dr Elijah Muchima, le sport est un outil puissant de prévention sanitaire. Ainsi dira t- il que le sport est une thérapie non médicamenteuse essentielle, capable de prévenir les maladies chroniques telles que le diabète, le cancer,





l'obésité et les maladies cardiovasculaires. Il souligna également ses effets bénéfiques sur la santé mentale, le sommeil et les liens sociaux.

De son côté, le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, Professeur Mohamed Yakub Janabi, a rappelé l'urgence de lutter contre les maladies non transmissibles (MNT), causes majeures de décès et d'invalidité sur le continent. Il insista en disant que « Chaque pas compte.».



Sportive parce que Médecin militaire de formation, le ministre de la Santé du Mali s'est activement joint aux exercices physiques et à la marche.

Soulignant l'importance du sport dans le maintien d'une bonne santé, elle a particulièrement encouragé les femmes à intégrer quotidiennement une activité physique dans leur programme.

Rappelons qu'en transit à Addis Abeba, le ministre Assa Badiallo Touré, a été accueilli avec tous les honneurs par l'Ambassadeur du Mali en Éthiopie, Dr Madou Diallo, qui a souligné l'importance de la représentation malienne à ce rendez-vous continental majeur pour la santé publique.

Réseau de communication du MSDS.

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous maîtrisez davantage vos émotions et vous y voyez plus clair dans la marche à suivre. Posez la première pierre. Votre distraction vous expose à des blessures, restez vigilant si vous faites de gros efforts musculaires, échauffez-vous avant de faire du sport.
Vous jouez de vos charmes tout au long de la journée que ce soit avec vos proches ou avec quelqu'un que vous convoitez. Cela devrait bien fonctionner sauf qu'il ne faut pas vous marcher sur les pieds, vous pourriez vous fâcher.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Votre bonne humeur chasse toutes vos hésitations et vous permet d'aller de l'avant et d'être plus ouvert aux autres. Vous faites preuve de plus de simplicité dans votre façon de vous exprimer aujourd'hui, vos messages seront reçus 5 sur 5. Des bons moments sont à prévoir dans la journée. Votre bonne humeur attire les autres. Vous profitez de ces effets positifs pour agrandir votre cercle relationnel. Une décision importante et constructive concernant un ancien projet devrait vous redynamiser.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes obligé de déployer votre énergie dans votre foyer, dans vos affaires familiales et avec les personnes que vous aimez. Vous recevez d'importantes nouvelles ou vous échangez des informations très utiles. Vos conversations sont très constructives.
Vous échangez, vous participez à des réunions ou vous prenez des décisions importantes. Votre image publique et vos objectifs pour l'avenir sont votre priorité en ce moment et vous voulez savoir si l'on reconnaît votre véritable valeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez les nerfs à fleurs de peau et vous vous laissez facilement dépasser par vos émotions aujourd'hui. Méfiez-vous de ne pas créer trop de remous autour de vous. Miser sur un sport vous permettrait de gagner en maîtrise et de vous sentir en meilleure forme. Grâce aux bons influx du moment, vous allez privilégier la qualité de vos rapports à la quantité. Ainsi, vous allez à l'essentiel en dialoguant avec les bonnes personnes. La journée est également idéale pour prévoir une petite soirée avec vos proches.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous êtes plus décidé que jamais à tenir vos engagements, vous serez fier de vos réalisations. Vous vous donnez trop dans vos actions, vous avez besoin de repos, de vous accorder des plages de détente, dans le calme.
Vous êtes serein et vous évoluez sans aucune tension. Vos actions ne rencontrent pas d'obstacles. Vous pouvez enfin souffler et décompresser. C'est également le bon moment pour vous ouvrir aux autres et prendre le temps partager d'agréables instants avec vos proches.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous serez sur la crête de la vague tout au long de la journée. Vous évitez des soucis par votre façon d'être. Une faiblesse liée à un manque de sommeil se fait sentir, il serait bon de faire des efforts pour vous coucher plus tôt.
Vous regrettez de ne pas avoir les mains suffisamment libres mais ce n'est que provisoire. En attendant la réalisation, vous pouvez peaufiner vos projets en y intégrant de nouvelles idées ou des méthodes inédites.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vos idées se tournent spontanément sur les aspects les plus sérieux de l'existence. Donnez-vous du bon temps ! Votre forme sera au beau fixe, il vous reste surtout à anticiper les conséquences de vos excès et à gagner en juste mesure de vos dépenses d'énergie. Aujourd'hui, vous allez être particulièrement patient et garder la tête froide, pour comprendre une situation complexe. Vos efforts d'adaptation seront particulièrement payants et vous serez content de vous. Ce qui vous semblait insurmontable devient comme un fétu de paille !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous prenez conscience de vos erreurs passées, vous aurez besoin de vous confier à quelqu'un, n'hésitez pas. Vous aurez les coudées franches et davantage de confiance autour de vous pour agir selon vos théories.
Vous êtes bien inspiré pour avancer dans vos projets, soutenu par un ami ou un être proche. Ne vous montrez pas égocentrique, laissez-vous inspirer par la créativité de vos proches, les échanges sont bénéfiques.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne refusez pas les sorties entre amis, cela vous apportera beaucoup plus que vous le supposez. Votre forme est mitigée, vous avez besoin de consolider votre endurance à l'effort, misez sur une activité régulière.
Aujourd'hui, vous jouez la carte de la bonne humeur et de l'efficacité. Votre bonne attitude vous fait gagner des points et vous apporte de belles satisfactions. Vous êtes capable de relever tous les défis. Alors, foncez vers vos objectifs !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Votre irrésolution vous met mal à l'aise, il faut trancher une situation pour retrouver la paix en vous-même. Vous éprouvez un manque d'énergie, mais votre vivacité d'esprit contrebalance cette tendance, des assouplissements seraient les bienvenus.
Vos états d'âme sont changeants et incompréhensibles. C'est chez vous, dans votre foyer, que vous passerez le mieux cette journée un peu tendue sur le plan relationnel. Alors, profitez-en pour vous ressourcer !

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous ne pourrez pas vous priver de dire tout haut le fond de vos pensées, même si cela fait des étincelles. Vous êtes en forme, mais vous avez tendance à gaspiller inutilement votre énergie, essayez de vous modérer.
Vous serez volontiers enthousiaste et entreprenant au sein de votre cercle d'amis. Vous n'aurez pas de mal à entraîner votre entourage à vous suivre pour partager d'agréables moments. Bonne humeur et plaisir sont au rendez-vous.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aurez envie de ruer dans les brancards... Mais vous serez bien inspiré d'attendre, soyez patient. Vous devriez revoir votre équilibre alimentaire. Votre organisme a besoin de davantage de régularité.
Vous trouvez vos mots de façon redoutable... Plus diplomate mais direct à la fois, vous faites mouche ! Vous voici prêt à affronter les mécontentements et à vous expliquer clairement, ce qui va assainir l'ambiance.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com